

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

38 mois pour changer la donne

Ouvrons la deuxième phase du quinquennat

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : mardi 18 février 2014

Démocratie & Socialisme

Cela fait maintenant 20 mois que la gauche est majoritaire au parlement. Mais le climat politique est lourd de menaces. L'appel de 29 responsables socialistes membres du Bureau national du PS « Il n'y a pas qu'une seule politique » est un événement important. Cet appel à rouvrir le débat au sein du PS et de toute la gauche est un point d'appui pour tous ceux qui veulent un autre cap à gauche. Autant de raisons de continuer à le faire connaître et de construire des prolongements à cette initiative.

La gauche doit faire face, en même temps, aux deux visages de la droite. Sur le terrain sociétal, contre l'égalité et les droits démocratiques, la « manif pour tous » est devenue le creuset de la réaction ouvrant, dans la rue, les frontières déjà ténues entre l'UMP et le FN. Sur le terrain social, il nous faut faire face à l'arrogance du MEDEF, qui demande toujours plus et refuse d'abandonner le moindre euro de profit.

Pour certains, ce sont ces deux combats politiques de la droite et du patronat qui affaiblissent le gouvernement et expliquent que l'action de François Hollande ne soit soutenue que par 20 % de la population.

Nous faisons l'analyse inverse. Ces deux batailles sont celles du changement pour lequel nous avons été mandatés en 2012. **C'est en refusant de les mener jusqu'au bout ou, carrément, en laissant au MEDEF le terrain libre que le gouvernement décourage l'électorat de gauche au lieu de le mobiliser.**

Après les avancées sur le « mariage pour tous », le recul de l'exécutif sur la loi famille a plongé une partie de la gauche dans l'incompréhension et donné l'impression d'une victoire des réactionnaires.

Chouchouter la finance ?

De façon plus profonde, c'est le refus de mener la bataille pour la redistribution des richesses qui suscite le plus grand désarroi dans notre camp. Si c'est bien la formule « mon adversaire, c'est la finance » qui a marqué le tournant dans la campagne présidentielle, on ne peut que dénoncer que les fonds d'investissements siègent à l'Élysée, au même titre que de nombreux représentants de multinationales pour disserter de l'attractivité de la France. **La finance est-elle redevenue l'amie de la France ? François Hollande ira-t-il jusqu'à abandonner la taxe sur les transactions financières ?**

En acceptant l'idée qu'il faudrait « baisser le coût du travail », en accordant 20 Mds de CICE et en annonçant la suppression des cotisations familiales, le gouvernement a donné à son adversaire désigné, le beurre et l'argent du beurre. Le MEDEF ne fait rien d'autre depuis lors que de revendiquer qu'il veut plus de beurre et surtout plus d'argent : « *Pas de contreparties !* ». Après avoir martelé cela durant près de deux semaines, Pierre Gattaz, a feint de se raviser dimanche dernier, en concédant des « *engagements réciproques* » sur le pacte de responsabilité proposé par François Hollande. Cela pour ajouter aussitôt : « *Nos engagements seront donc des engagements de mobilisation, d'objectifs et de moyens* », ce qui signifie que le patronat refuse de s'engager sur des « résultats », en d'autres termes : « *pas de contreparties !* ».

... Ou se mobiliser pour changer de cap ?

Cela fait 20 mois que la gauche est au pouvoir. Il en reste 38 pour changer la donne. Le parti socialiste, ses militants, ont un rôle déterminant à jouer. Lors du séminaire du bureau national sur le « pacte de responsabilité »,

Ouvrons la deuxième phase du quinquennat

plus d'un tiers des membres de la direction a déposé un texte exigeant un changement de cap rapide du gouvernement. Cette initiative en appelle d'autres, plus larges encore, pour renouer le dialogue à gauche, avec nos partenaires, pour un nouveau pacte majoritaire de gouvernement, fidèle aux engagements de 2012.

C'est en remobilisant notre camp et en assumant nos combats que nous ferons de ce quinquennat une véritable réussite.